

M



LES VEIL HISTOIRE D'UNE FAMILLE HORS NORME

M Le magazine du Monde n° 322. Supplément au Monde n° 22859/2000. C 81975 - SAMEDI 18 NOVEMBRE 2017.
Ne peut être vendu séparément. Disponible en France métropolitaine, Belgique et Luxembourg.

DOSSIER CHAMPAGNES ET SPIRITUEUX **TERROIRS EN FÊTE**

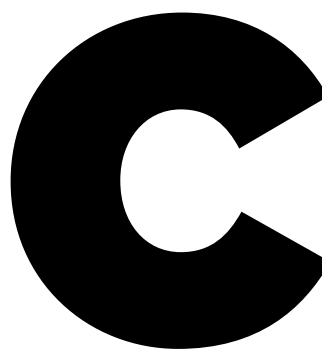


En haut, les Calmettes, une des cités HLM de Frontignan.
En bas, le cinéma municipal.

Frontignan en fin de contrats.

Le sujet devrait monopoliser l'attention lors du 100^e Congrès des maires qui se tient le 21 novembre à Paris. La baisse des contrats aidés décidée pour 2018 par le gouvernement touche de plein fouet des communes moyennes déjà frappées par le chômage, comme Frontignan. Dans cette ville de 25 000 habitants située près de Sète, ce type d'emplois permet de faire tourner maisons de retraite, clubs sportifs ou associations caritatives. Tout un tissu social qui se retrouve fragilisé.

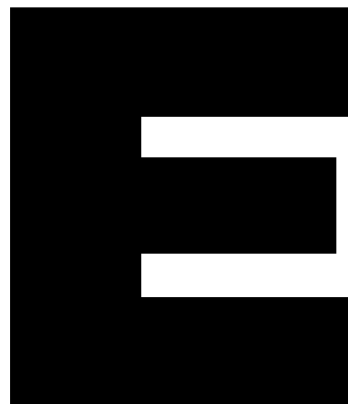
PAR PIERRE SORGUE — PHOTOS ALEXANDRA FRANKIEWITZ



ET APRÈS-MIDI, IL Y A BAL À LA MAISON DE RETRAITE Anatole-France de Frontignan. Deux chanteurs au crâne dégarni, moulés dans leurs jeans et leur tee-shirt noir, roucoulent en italien pour des dames et messieurs enlacés qui glissent lentement sur le carrelage de

la salle à manger, les yeux fermés sur le plaisir du moment ou les souvenirs d'antan. D'autres écoutent, assis dans leur fauteuil roulant. Mais, dans son bureau de directrice, Aurélie Masson n'est pas à la fête. La jeune femme dirige les trois Ehpad publics de la ville (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) ainsi qu'un service de soin à domicile et un centre pour personnes handicapées, 250 employés en tout. Fin août, elle apprenait qu'elle n'aurait plus droit aux contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE), ces postes subventionnés par l'État qui s'adressent •••

••• aux jeunes sans qualification, aux diplômés qui galèrent, aux chômeurs de longue durée, aux quinquagénaires ou aux allocataires de minima sociaux. Ces « *contrats aidés* » que Muriel Pénicaud, ministre du travail, juge « *extrêmement coûteux pour la nation* » et « *pas efficaces dans la lutte contre le chômage* ». Le premier ministre Édouard Philippe a annoncé la réduction de leur nombre (de 320 000 en 2017 à 200 000 en 2018), de leur taux de prise en charge (50 % en moyenne, contre plus de 70 % jusqu'alors) et du financement (1,4 milliard d'euros, soit un milliard de moins).



EMMANUEL MACRON DEVRAIT EN ENTENDRE PARLER le 21 novembre, du côté de la Porte de Versailles, où les maires de France tiendront leur centième congrès : depuis fin août, tous bords confondus, ils clament que la remise en cause du dispositif « *a fragilisé de nombreux ser-*

vices publics des collectivités ». À leur tête, François Baroin, président de cette association d'édiles. Tant pis s'il soutenait le candidat Fillon dont le programme prévoyait la suppression totale des emplois aidés.

Aurélié Masson disposait depuis plusieurs années d'une vingtaine de contrats de ce type pour les Ehpad, dûment pris en compte dans le budget établi par ses autorités de tutelle. « *On coupe le robinet sans nous laisser le temps de nous réorganiser* », s'étonne-t-elle. Une dizaine d'entre eux ont été renouvelés avant que le couperet ne tombe : « *Mais le début 2018 va être très compliqué, et je ne sais pas ce qu'ils vont devenir* », dit la directrice. Convertir tous les contrats aidés en CDD ou en CDI ? « *C'est plus de 200 000 euros supplémentaires : vous imaginez les répercussions sur le prix de journée alors que 20 % de nos résidents bénéficient de l'aide sociale ?* » Ne pas les remplacer ? « *Les aides-soignants devront faire ce que ces employés ne feront plus, l'aide à la restauration, l'animation... Il va falloir gratter des bouts de quart d'heure sur le lever et le coucher alors que le soir, on a déjà l'impression de jeter les résidents dans le lit. Une douche par semaine au lieu de deux, moins de ménage donc des risques de gastro ou autres... C'est facile de tirer des traits sur des postes, mais derrière, il y a des gens.* » Elle marque une pause, puis souffle : « *Le pire, c'est ça : on nous pousse à aller à l'encontre des valeurs de notre métier.* »

Ces jours-ci, il est beaucoup question de la valeur des gens et de leur travail du côté de Frontignan, la cité de 25 000 habitants qui vivote entre mer et étangs, à deux pas de Sète. Surtout depuis que son maire, Pierre Boulloire, est entré en rébellion. Le 1^{er} septembre, les habitués du Central Bar venus prendre le café sous les platanes de la place de l'Hôtel-de-Ville ont regardé ébahis la façade de la mairie : une banderole proclamait « *À vendre* » et renvoyait à l'agence « *Jupiter et fils* ». D'autres annonçaient la cession du Cinémistral et de l'école Marcel-Pagnol pour le compte de la « *SCI Philippe* ». Trois annonces reprenaient les offres sur le site en ligne Leboncoin. Déjà agacé par les 13 milliards d'économies demandés aux collectivités locales sur la durée du quinquennat Macron (le

gouvernement s'est depuis engagé à maintenir la dotation globale de fonctionnement des communes pour 2018) et par la suppression programmée de la taxe d'habitation, le maire venait d'apprendre le non-renouvellement des 88 contrats aidés qui travaillent dans les écoles, les centres aérés, à l'entretien des locaux... En octobre, il a proposé un CDD de trois mois à 32 de ces employés. Mais pour 2018, c'est une autre paire de manches : « *Si l'on veut transformer ces 88 contrats en emplois durables, il nous faut 800 000 euros, ce qui impliquerait d'augmenter la fiscalité de plus de cinq points. Comment faisons... ?* », interroge l'élus PS – « *ce qui ne m'empêche pas d'être de gauche* ». Les choix du prochain budget seront forcément désagréables : « *Nous ne sommes même plus maîtres de notre politique, on nous transforme en comptables. Pire, on sous-entend que les élus locaux sont mauvais gestionnaires.* »

C'est un peu ce que suggère le préfet de l'Hérault : « *Les CAE représentent 20 % de l'ensemble des effectifs de Frontignan. Or, ils n'ont pas vocation à remplir les missions de fonctionnaires titulaires* », tranche Pierre Pouëssel, avant de louer les vertus de Montpellier, la voisine « *qui a toujours refusé cette inclination et recrute un agent titulaire dès que nécessaire* ». Pour Pierre Boulloire, la situation de sa ville n'a rien à voir avec celle de la métropole régionale. Fils du dernier tonnelier de Frontignan, maire depuis vingt-deux ans, le quinquagénaire a vu partir la raffinerie Mobil et ses 480 emplois, à la fin des années 1980, laissant une friche de 13 hectares, dont la dépollution n'est toujours pas achevée mais coûte 150 000 euros par an à la municipalité. Il a vu fermer l'usine Chambourcy, une raffinerie de soufre, les carrières du cimentier Lafarge : « *Les conséquences sociales ont été violentes* », dit-il.

Certes, Frontignan n'est pas Forbach et, pour peu que le soleil joue sur les balcons, dans les ruelles du bourg, la vie y semble souriante. Mais des commerces ferment, le cœur de ville se paupérise, les emplois saisonniers du tourisme ou du célèbre muscat ne suffisent pas, la moitié des habitants qui travaillent le fait à Montpellier. Frontignan s'inquiète d'un destin de ville-dortoir, où le FN, arrivé en tête au premier tour des législatives, est la seule opposition municipale. Avec ses 429 agents, la municipalité est le principal employeur de la ville. « *Nous avons choisi de développer les services pour une plus grande justice sociale et d'améliorer l'insertion. 55 % des contrats aidés ont débouché sur un emploi, loin des 25 % avancés par certaines études. Ce n'est pas si mal dans un bassin qui compte 17 % de chômeurs, dont 25 % de moins de 25 ans* », détaille le maire.

La vente symbolique des bâtiments municipaux n'a pas fait rire tout le monde à Frontignan. Surtout pas le nouveau député La République En marche ! de la circonscription, Nicolas Démoulin, dont le numéro de téléphone était inscrit sur les banderoles : « *J'ai reçu 400 coups de fil en une journée, ils voulaient tous acheter. Cela a duré des jours, j'ai dû renoncer à mon portable* », dit le nouvel élu, qui tient permanence à deux pas du pont mobile jeté sur le canal du Rhône, à Sète. Il rappelle que la baisse des CAE fut d'abord celle du gouvernement Hollande (« *nous avons dû ajouter près de 40 000 contrats pour terminer l'année* ») et estime que « *ces subventions déguisées ont coûté 4 milliards d'euros en 2016* ». Lui qui a créé son « *agence de communication à 22 ans* » préfère tableter sur la « *vision du président Macron pour libérer les entreprises et créer de vrais emplois* ». Il partage l'enthousiasme du préfet lorsqu'il souligne « *l'ambition du plan de formation qualifiante doté de 15 milliards* » •••



En septembre, Pierre Boulidoire (ci-dessus), maire PS de Frontignan, a fait parler de lui en mettant symboliquement en vente sur Leboncoin l'Hôtel de ville (à gauche), le cinéma et une école pour protester contre la baisse des dotations de l'État et le gel des emplois aidés.

À Frontignan, des commerces ferment, le cœur de ville se paupérise, les emplois saisonniers du tourisme ou du célèbre muscat ne suffisent pas... Avec ses 429 agents, la municipalité est le principal employeur de la ville.



Isabelle (4), assistante en contrat aidé chez Emmaüs, a été embauchée. Rémy (2), entraîneur du club de handball de Frontignan, a vu le sien prolongé d'un an. Remercée du lycée où elle officiait, Agnès (3) a réussi à retrouver du travail dans une école. « Il y avait peut-être d'autres économies plus urgentes au niveau national », peste Nathalie Colicchio (1), présidente de l'association Femmes en Languedoc-Roussillon.

« *d'euros sur cinq ans* » et se dit persuadé que tout cela fera baisser le chômage de trois points au moins : « À 6,5 %, cela changera tout. »

En attendant ces jours bénis, Céline, 48 ans, redoute le retour à la case Pôle emploi. Elle fait partie de la quarantaine de contrats aidés employés dans les cinq groupes scolaires de Frontignan : « *Ce boulot avec les enfants, c'est la vie* », déclare la jeune femme au regard timide. Il lui a permis d'en finir avec trois ans de chômage puis de RSA, de pouvoir dire qu'elle travaille à ses deux filles de 12 et 9 ans, de retrouver une vie sociale, de passer son BAFA, le brevet d'animateur. Mais elle ne sait pas si elle sera encore là en janvier 2018. En février, ce sera peut-être au tour de Karine, 43 ans, deux ados à nourrir en célibataire : elle croyait avoir deux ans stables devant elle, mais son contrat risque de s'achever au bout d'un seul. Patrick, 50 ans, regard clair et anneau à l'oreille, a déjà perdu son job en septembre. Handicapé par une fracture des cervicales, il avait droit à cinq ans de contrat aidé – 22 heures par semaine pour 720 euros – et était employé à la maintenance d'un bâtiment scolaire privé. Agnès, 53 ans, a eu plus de chance : handicapée elle aussi par une double hernie discale, remerciée en septembre du lycée agricole privé, elle a pu retrouver un travail comme accompagnante d'élève en situation de handicap (AESH), dans une école de Sète : « *J'ai été quatre ans en contrat aidé et, soudain, plus rien. Il faudrait forcer les employeurs à embaucher après, sinon ils s'offrent des salariés bon marché avec l'argent public. Mais les supprimer d'un coup, juste avant la rentrée scolaire, ce n'était pas très humain.* » Georges Forner, le directeur du lycée en question,

a perdu trois de ces emplois. Étant donné son âge et sa situation, Agnès répond bien aux nouveaux critères, « *mais nous n'avons plus droit au contrat aidé pour le profil de poste qu'elle occupait, l'aide à la cantine et le ménage* ».

V

U LE PEU D'ENTREPRISES RÉSIDANT

SUR LA COMMUNE, la suppression totale des contrats aidés marchands, déjà actée, a peu d'impact à Frontignan. En revanche, les responsables d'associations connaissent un

automne difficile avec ce qui reste pour le secteur non marchand selon les priorités (l'urgence sanitaire et sociale, les publics relevant de la politique de la Ville, l'accompagnement des élèves handicapés, les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans...). Jean Garait, vice-président du club de handball où grandirent les frères Karabatic (« *500 licenciés et des activités dans les écoles du bassin de Thau, quatre emplois, tous passés par des contrats aidés* »), a perdu un poste et a dû remuer ciel et terre pour que celui de Rémy Faugères, 24 ans, d'abord supprimé, soit prolongé d'un an, le temps de finir sa formation et de décrocher son diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (Dejeps).

René Adelino, qui gère le club FAC haltérophilie-musculation, ne sait plus sur quel pied danser : la petite association •••

... avait besoin du jeune en contrat aidé pour accompagner ceux qui viennent soulever la fonte. D'autant que le club, ouvert chaque jour jusqu'à 21 heures, compte une soixantaine d'enfants des cités Calmette et Roche-Combes, quelques immeubles bas qui n'ont rien à voir avec le Bronx mais sont suffisamment défavorisés pour relever de la politique de la Ville. Pourtant, fin août, le contrat aidé a été gelé. « *Les galériens sortent du quartier pour venir s'entraîner avec des flics ou des banquiers... Le sport, c'est un moteur d'équilibre, argumente René Adelino, en sept ans, on a eu cinq jeunes sur ces emplois et ils ont tous trouvé du boulot, il y en a même un en Australie... Est-ce que ceux qui les suppriment se rendent compte qu'ils pètent la France?* »

N

ATHALIE COLICCHIO NE LE DIT PAS COMME ÇA, MAIS ELLE PARTAGE L'INCOMPRÉHENSION. L'association qu'elle dirige, Femmes en Languedoc-Roussillon, occupe le premier étage d'un immeuble HLM de la cité Roche-Combes. Des dames,

certaines coiffées d'un foulard, mais aussi des hommes attendent qu'on les aide à remplir un dossier, écrire une lettre, s'y retrouver dans les démarches administratives. Alphabétisation, cours d'expression, d'informatique, jardin partagé... Le public visé relève aussi de la politique de la Ville. L'association a converti le contrat aidé d'Annick, l'assistante, en CDI : « *On rognera sur tout le reste. Il y avait peut-être d'autres économies plus urgentes au niveau national* », enrage la présidente. Annick, 52 ans, se réjouit de son embauche. Mais elle s'en veut presque « *d'être une charge financière pour l'association.* »

C'est exactement ce que pense Isabelle, 55 ans, l'une des deux assistantes que la communauté Emmaüs a dû embaucher en septembre, faute de pouvoir renouveler leurs emplois aidés. Pôle emploi l'avait guidée ici après trois ans de chômage, avec cette déprime tenace quand « *le marché du travail vous donne l'impression d'être périmée* ». Bernadette Bruyère, la présidente locale, et Jean-Marc Delgery, le directeur, se sont résolus sans barguigner à ces embauches, « *mais ces charges imprévues vont ralentir notre autofinancement, et plus on a d'argent plus on fait de solidarité* », explique Bernadette.

Lorsque l'on expose ces cas au préfet, il répond qu'« *ils ne sont sans doute pas parvenus jusqu'à la cellule de veille mise en place à la mi-septembre pour affecter le quota de CAE renouvelables* ». Bernadette Bruyère avoue n'avoir jamais entendu parler d'une telle cellule. Emmaüs envisageait deux autres emplois aidés, l'un de cuisinier, l'autre pour la mise en place d'un site de vente en ligne, mais il devra s'en passer : « *Cela aurait été une formation et l'ouverture à des emplois futurs* », regrette Jean-Marc Delgery.

Car sur le terrain, on semble avoir une vision moins tranchée que Muriel Pénicaud lorsqu'elle condamne un « *système malsain* » où les associations « *sont devenues dépendantes* » de « *contrats précaires* ». Fabien Bonnet, le directeur de l'APEI (Association de parents d'enfants inadaptés) du bassin de Thau, qui gère plusieurs établissements, n'a pas l'impression d'avoir sombré dans l'addiction avec ses quatre

contrats aidés pour 150 employés et 250 places : « *C'est vrai que ces postes permettent de faire face facilement à des problèmes ou à des missions temporaires, mais nous avons toujours en tête de les pérenniser. Et ils offrent une expérience – la meilleure des formations –, aident à boucher un trou sur un CV, donnent des références...* »

Sans contrat aidé, l'APEI n'aurait jamais accueilli Enzo, 20 ans, atteint d'autisme Asperger (« *comme Rain Man* »), recruté pour dix-huit mois afin de scanner et d'archiver des documents. C'est la mission locale d'insertion des jeunes qui l'avait aiguillé vers l'APEI. L'antenne de Frontignan, qui emploie elle-même cinq contrats aidés, accompagne 1 200 jeunes du bassin de Thau entre 16 et 26 ans, dont une soixantaine sur la commune pour des emplois d'avenir ou des CAE. Bruno Galan, le directeur de la mission, défend les résultats obtenus : « *63% de nos jeunes ont décroché une formation qualifiante ou un emploi durable en CDD ou en CDI. Nos députés En marche! disent que ce n'est pas suffisant, mais on ne parle pas des mêmes jeunes : je parle de ceux en échec scolaire, victimes d'une mauvaise orientation, en perte de repères par manque de soutien... Eux, de qui parlent-ils? De futurs cadres ou entrepreneurs?* » Depuis quelques semaines, il voit se multiplier « *les demandes pour des services civiques qui deviennent des emplois déguisés à 480 euros mensuels pendant neuf mois, sans chômage ni retraite. Une nouvelle main-d'œuvre précaire?* »

En sortant des bureaux de la mission locale, situés au début de l'impasse du Petit-Versailles, on voit une enfilade de maisonnettes de pierre claire, celle que « *la Mobil* » avait fait construire pour son personnel. Un autre temps. ☐

“En sept ans, on a eu cinq jeunes sur ces emplois aidés et ils ont tous trouvé du boulot, il y en a même un en Australie... Est-ce que ceux qui les suppriment se rendent compte qu'ils pètent la France?”

René Adelino, patron du club FAC haltérophilie-musculation